

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

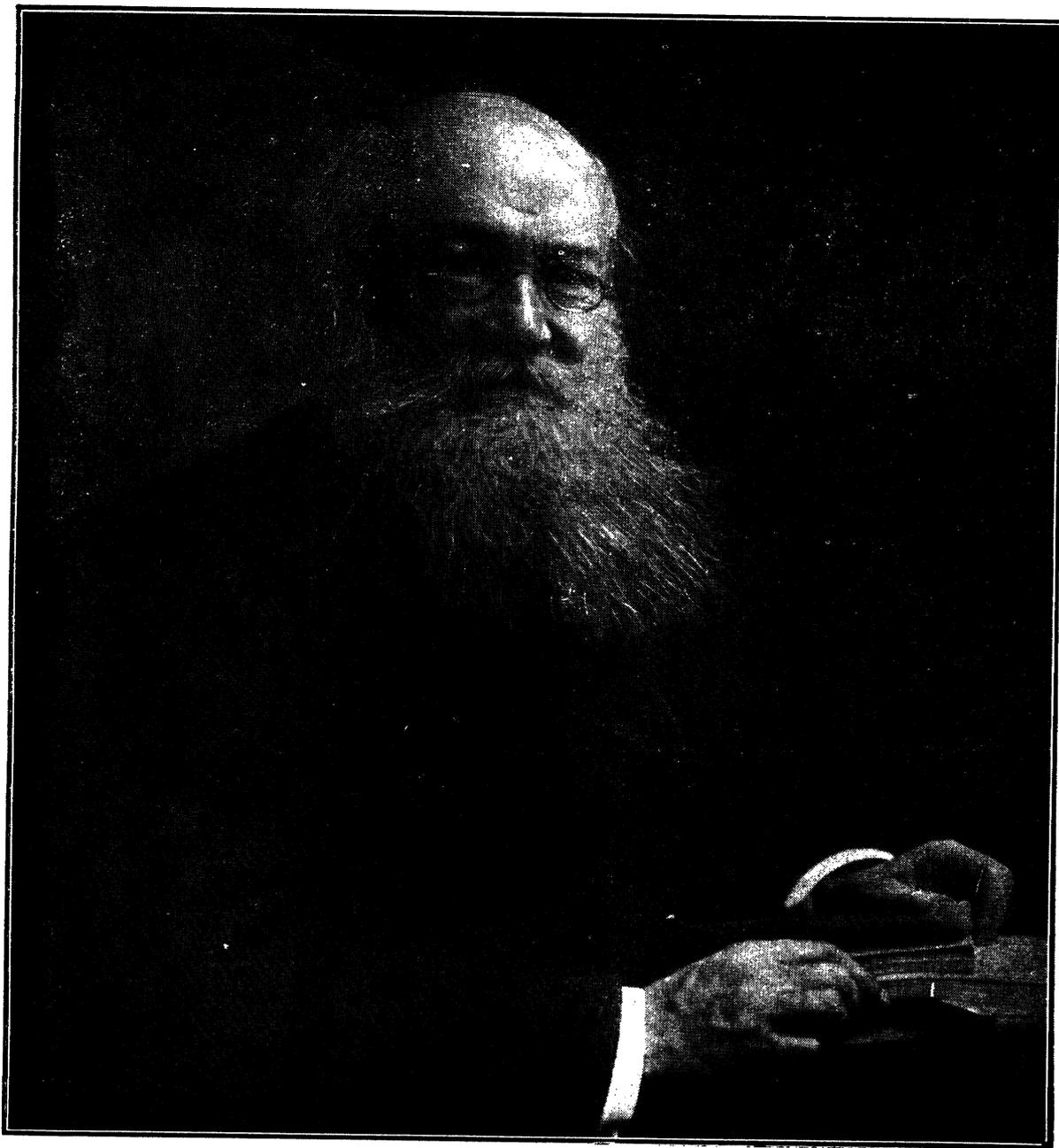
Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Unité de Classe et Front unique (*Amédée Dunois*).
-- La Semaine politique (*C.-E. Labrousse*). -- Pages oubliées : Le Nihilisme (*Pierre Kropotkine*).

Anciens buts, Nouvelles voies : De l'Unité du Front unique (*G. Zinoviev*). -- La Vie du Parti : Aux Travailleurs de France et d'Allemagne.



Pierre KROPOTKINE



L'ENTERREMENT DE KROPOTKINE. — Le Convoi

UNITE DE CLASSE ET FRONT UNIQUE

RENAN dit, dans ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, qu'il faut laisser « ses opinions se former hors de soi, par une sorte de concrétion impersonnelle dont on n'est en quelque sorte que le spectateur ». Il dit aussi qu'il faut avoir l'esprit scientifique pour apprécier cette façon de faire.

En ce qui concerne cette brûlante question du front unique, à quoi tout nous ramène, que nous le désirions ou non, c'est à peu près selon le mode de concrétion objective recommandé par le magique évocateur des origines chrétiennes, que j'ai laissé mon opinion se former

lentement dans mon esprit. Je me délie des opinions improvisées dans la chaleur de l'enthousiasme ou sous le coup d'une aversion sentimentale. Pas plus que la nature, l'esprit ne doit procéder par sauts. On me rendra cette justice que, sur la question du front unique, comme l'année dernière sur celle des rapports du communisme et des syndicats, je me suis gardé de toute opinion préconçue, préformée, arrêtée d'avance. La vérité est toujours difficile à saisir : c'est comme une ville bien fortifiée qui refuse de se rendre sans coup férir et dont il faut faire prudemment le siège.

Plus je réfléchis à la question du front uni-

que, plus il me semble inconcevable qu'on puisse finalement la résoudre autrement que par l'affirmative. Une affirmative sagace et raisonnée, qui se rend clairement compte des difficultés qui l'attendent, qui n'en veut déprécier, sous-estimer aucune, mais qui se sent de taille à les affronter toutes. Une affirmative pour laquelle, en politique comme en économie, ce qui importe, c'est le rendement final, la fécondité plus ou moins grande du résultat obtenu.

Peut-on, de bonne foi, mettre en doute la supériorité tactique du front unique sur le front divisé ? Les objections contre le front unique se fondent toutes, à ma connaissance, sur une soi-disant impossibilité morale, sentimentale, de le faire accepter des masses communistes : « Renouer avec les dissidents, avec les majoritaires ?... Quelle abomination de la désolation ! » Mais nul ne pose en principe que, s'il était moralement réalisable, le front unique n'accroîtrait pas grandement la capacité de combat et les chances de victoire du prolétariat organisé.

Je ne crois pas que des scrupules sentimentaux puissent tenir longtemps contre les nécessités matérielles de la lutte de classes. Je dis lutte de classes, et non lutte de partis : ce sont là deux notions différentes, comme le sont la *classe* et le *parti*. Pour qui met la *classe* au-dessus du *parti*, la question du front unique n'est pas difficile à résoudre ; je dirai même qu'elle se résout d'elle-même. Comment cela ?

La classe est une formation historique spontanée, indépendante de la volonté humaine ; le parti (comme le syndicat et plus encore que le syndicat) est une formation historique artificielle, une organisation de combat au service de la classe. C'est pourquoi Marx, parlant du Parti Communiste, a pu dire : 1° qu'il n'a pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat tout entier ; 2° qu'il n'établit pas de principes distincts sur lesquels il médite de modeler le mouvement ouvrier. C'est dire qu'il n'y a pas d'intérêts de parti, de principes de parti qui tiennent contre des intérêts, des principes de classe.

Or l'intérêt du prolétariat, dans sa lutte contre la société bourgeoise, c'est le front unique ; son principe, et depuis toujours, c'est également le front unique. Pour qui interprète les faits sans passion, à la seule lumière du

marxisme, il n'y a pas d'autre conclusion possible au débat qui commence entre nous.

Le front unique est dans la tradition constante du prolétariat international. Lorsque Marx écrivit les statuts de la première Internationale — qui n'était, qui ne voulait être, dans la pensée de ses fondateurs, qu'un immense faisceau de sociétés ouvrières déjà existantes, un front unique avant la lettre — il se garda bien de lui donner un programme spécifiquement communiste. Le programme qu'il lui donna tenait en trois points tout au plus : émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ; subordination de l'action politique au grand but de l'émancipation économique ; solidarité internationale. C'était tout. C'était assez pour que toutes les tendances entre lesquelles se partageait alors le prolétariat européen pussent se rapprocher en des essais d'action non plus dispersée, mais commune ; assez pour que communistes marxistes (si peu nombreux en ce temps-là !), proudhoniens, lassalliens, trade-unionistes, coopérateurs, positivistes, etc., pussent concerner leurs efforts. L'Association internationale des Travailleurs reste le plus typique exemple de front prolétarien unique qu'ait à nous proposer l'histoire.

••

— Mais alors, disent les camarades, pourquoi avez-vous fait la scission ?

— Nous n'avons pas fait la scission. Ce sont les dissidents qui l'ont faite. Ils ont bien fait. N'acceptant pas les conditions de l'Internationale communiste, ils n'avaient rien de mieux à faire qu'à s'en aller. Je ne suis pas de ceux qui pleurent sur la scission. Elle était nécessaire, l'unité étant devenue un mensonge pour tous et un obstacle pour chacun. La séparation s'imposait : un parti déchiré de luttes intestines, un parti dont les membres n'étaient plus assortis, un parti dont pouvaient être à la fois Renaudel et Loriot, Grumbach et Souvarine, n'avait plus rien d'un parti, il avait tout d'une pétaudière. Le seul remède était dans une séparation loyale. Elle a eu lieu ; il n'y a pas à revenir sur le passé. J'y suis moins disposé que personne.

— Avec ça que le front unique n'est pas un commencement de revenez-y !...

— Pas le moins du monde ! Ce qui est séparé demeurera séparé. Je n'ai jamais compris l'en-

gouement d'il y a vingt ans pour l'unité socialiste qui n'a été, qui ne pouvait être qu'une manufacture de nègres blancs. Les pays qui ne l'ont pas connue, comme la Russie et l'Angleterre, ne s'en sont pas plus mal trouvés. Quant à l'Allemagne, de quel prix n'a-t-elle pas payé cette unité factice, dont Marx, dès le premier jour, dans sa lettre sur le programme de Gotha, avait pressenti les écueils !

— Sous l'unité d'action mûrira l'unité d'organisation.

— Il ne s'agit pas d'unité permanente et totale, mais de coopération momentanée et partielle. Union libre et non pas mariage. On s'allie pour une manifestation d'ensemble (celle du 1^{er} Mai par exemple), pour une grève générale contre la guerre, pour une opposition commune contre telle ou telle mesure gouvernementale ou patronale, pour le triomphe d'une revendication de valeur générale (journée de 8 heures, reprise des relations avec la Russie). Il y a des batailles qui n'exigent pas pour être gagnées de complète unité doctrinale entre les combattants ; elles exigent, par contre, que le prolétariat y jette toutes ses forces, et le

mot d'ordre du front unique vient nous rappeler heureusement qu'en dépit de nos divergences théoriques et tactiques, le prolétariat forme un tout, et que si l'unité de parti n'est qu'une chimère, l'unité de classe, elle, est une réalité vivante, indestructible.

Au reste, le front unique suppose une pluralité de partis. Si la classe ouvrière ne formait qu'un immense parti, le mot d'ordre du front unique n'aurait pas besoin qu'on l'édicte. Sa raison d'être est dans la dispersion inévitable des forces prolétariennes sur le terrain politique.

Je me résume. Unité de classe n'implique nullement unité de parti ; elle n'y conduit pas, quoi qu'on dise ; elle conduit au front unique à l'unité dans l'action de tous les partis ouvriers, de toutes les organisations ouvrières, et pour tout dire de tout le prolétariat.

Ainsi s'établissent les principes. Quant aux difficultés de l'application, elles sont grandes ; elles ne sont pas insurmontables. Nous sommes de taille à les surmonter.

Amédée DUNOIS.

La Semaine Politique

Optimisme

Lisez-vous le Rapport de la Banque de France ? Nous ne saurions trop vous recommander cette littérature annuelle et optimiste. C'est un remède de choix contre l'hypocondrie. On y puise les raisons d'espérer et de croire. L'électeur et le souscripteur y ont leur compte.

Le dernier Rapport nous annonce en effet, sinon que tout va bien, du moins que tout va mieux. La crise économique s'atténue sensiblement. Depuis juillet, les affaires reprennent. Cette reprise, déjà sensible au cours du troisième trimestre de 1921, s'est confirmée au cours du quatrième trimestre. Le chômage est en décroissance. Et la Banque a réduit son taux d'escompte, qui est tombé, de 6 % au second trimestre de 1921, à 5,66 % au troisième trimestre, et à 5,50 0/0 au quatrième.

Le mérite de ces améliorations revient... à la Banque de France, et aussi à la Nation... Sa force de travail, les résultats de la dernière récolte, la restauration progressive des Régions libérées, l'augmentation de la production char-

bonnière, voilà les facteurs du redressement constaté.

Il faut réduire ces faits, exacts, dans leur ensemble, à leur juste valeur, à leur valeur très relative. Ils n'en méritent pas moins d'être retenus.

A retenir aussi que ce redressement de la production capitaliste se traduit principalement, pour la nation laborieuse, par une offensive capitaliste : lutte contre les salaires et contre les huit heures. A travers les vicissitudes de la production capitaliste dans les bons jours comme dans les mauvais, l'ineffable guerre des classes se poursuit.

Il va falloir payer l'Amérique

Mauvaise nouvelle pour M. de Lasteyrie. Les Etats-Unis ne semblent pas près de renoncer à leurs créances de guerre. Il est vrai qu'il s'agit d'une somme plutôt rondelette : 10 milliards de dollars, pour les seuls prêts d'Etat à divers pays allant de la France et de l'Angleterre à

l'Arménie et au Libéria ; soit, avec le dollar à 12 fr. 50, 125 milliards de francs.

On comprendra aisément, dans ces conditions, que les marchands de conserves « philanthropes » d'outre-Atlantique, pressent leur Sénat de voter, avant que s'ouvre la Conférence de Gênes, le *refunding bill* : le *refunding bill*, c'est un projet de loi tendant à la consolidation des dettes alliées. Ainsi, la prochaine conférence internationale sera placée devant le fait accompli. Toute tentation indiscrete sera écartée d'elle.

Fidèle aux ordres capitalistes, la commission des finances du Sénat américain vient d'adopter à l'unanimité les termes de ce bill.

Les Etats-Unis ont ainsi l'intention de demander aux Etats débiteurs le paiement de leurs dettes, échelonné sur une période de 25 ans. Bien entendu, ils ne feront pas grâce des intérêts qui seront payés annuellement ou semestriellement.

En vain, a déclaré le sénateur Borah, les plus puissantes influences financières des Etats-Unis et de l'Europe s'emploient à obtenir l'annulation de la créance américaine. « Aussi longtemps que nous ajournerons le paiement des intérêts et du capital des dettes, nous imposerons au peuple américain la charge de subvenir aux frais des armées européennes.

« Il n'y a pas de nation en Europe qui ne puisse pas équilibrer son budget dans l'intérêt de son peuple, de façon à payer le capital et les intérêts. »

On sait les conséquences qu'entraîne à notre égard l'attitude des Etats-Unis. L'Angleterre, qui eût examiné l'éventualité de l'annulation de sa créance sur la France, si les Etats-Unis eussent eux-mêmes annulé leur créance sur l'Angleterre, maintiendra dès lors tous ses droits. Il faudra payer l'Angleterre. Il faudra payer les Etats-Unis.

Le Trésor arrive à grand'peine à payer les intérêts de nos dettes. Que sera-ce quand, dans un avenir très prochain, il faudra rembourser le capital ?

Les responsabilités ?

On n'a pas perdu le souvenir de la récente motion Mac Cormick, réclamant des précisions sur les dépenses militaires des Etats incapables d'équilibrer leur budget. Tout le monde a sans hésiter reconnu la France à ce signallement fidèle.

Il est évidemment nécessaire de rapprocher le *refunding bill* de la motion Mac Cormick. Le capitalisme américain a, dans la folie militariste de la France, le meilleur des prétextes

pour réclamer son dû. Il se refuse à payer nos extravagances impérialistes. L'attitude des représentants du Quai d'Orsay lors de la Conférence de Washington a achevé irrémédiablement de nous discréditer.

Voilà ce que la politique du Bloc National aura rapporté à la France — à la France bourgeoise au premier chef. On aimerait savoir ce qu'elle lui a rapporté.

Jugement

Faut-il rétrécir encore le champ d'observation, le ramener à la vie politique ? La Chambre et le Sénat sont réunis en session ordinaire depuis bientôt un mois. Le Sénat a discuté l'interpellation sur les lettres anonymes de Tulle. La Chambre n'a pu parvenir à voter la seule loi importante qui lui ait été soumise, celle des fonctionnaires mobilisés. En trois heures, elle aurait pu et dû adopter le texte préparé par sa Commission d'administration générale. Elle s'est livrée à une telle débauche d'amendements qu'il a fallu, après trois jours de discussion désordonnée, le renvoyer à cette même Commission. Elle aborde le budget des dépenses recouvrables. Il y a un intérêt de premier ordre à procéder à une discussion générale, à voir ce vaste problème de haut, et dans son ensemble. On ajourne la discussion générale. C'est à une discussion exigüe, morcelée, parcellaire sur les chapitres particuliers qu'on s'attarde.

Ainsi, après le commerce qui n'ose s'aventurer, ce sont toutes nos populations des régions dévastées qui restent dans l'incertitude.

Vous pensez bien que je m'en serais voulu de changer un seul mot, aux vingt-quatre lignes que vous venez de lire.

Ouvrez le *Temps* du 3 février 1922, première page, première colonne : c'est là que je les ai empruntées.

G.-E. LABROUSSE.



PAGES OUBLIÉES

Le Nihilisme

Il y a eu un an le 8 février que Pierre Kropotkine est mort. La meilleure commémoration qu'on puisse faire de ce grand homme, c'est encore de relire quelques pages de ses admirables mémoires : Autour d'une vie, qui viennent d'être rééditées (1).

Ces pages sont celles qui concernent le Nihilisme, cette révolution intellectuelle qui se produisit dans la jeunesse russe, entre 1860 et 1870, qui se continua au cours des années suivantes avec le mouvement vers le peuple et qui, un peu plus tard, donna naissance au parti terroriste de la Narodnaïa Volia (Volonté du Peuple).

A cette époque, un formidable mouvement se développait parmi la jeunesse russe cultivée. Le servage était aboli. Mais pendant les deux cent cinquante ans qu'avait duré le servage, il était né toute une série d'habitudes d'esclavage domestique, de mépris extérieur de la personnalité individuelle, de despotisme de la part des pères et d'hypocrite soumission de la part des femmes, des fils et des filles. Au commencement du siècle, le despotisme domestique régnait partout en Europe à un haut degré — comme en témoignent les écrits de Thackeray et de Dickens — mais nulle part cette tyrannie n'avait pris un développement aussi considérable qu'en Russie. La vie russe tout entière, dans la famille, dans les relations entre les chefs et leurs subordonnés, entre les officiers et les soldats, les patrons et leurs employés, en portait l'empreinte. Tout un monde d'habitudes et de façons de penser, de préjugés et de lâcheté morale, de coutumes engendrées par une vie d'oïveté, s'était formé peu à peu ; même les meilleurs hommes de cette époque payaient un large tribut à ces produits de la période de servage.

La loi n'a pas de prise sur ces choses. Un énergique mouvement social était seul capable de réformer les habitudes et les mœurs de la vie journalière en attaquant le mal dans sa racine ; et en Russie ce mouvement — cette révolte de l'individu — prit un caractère beaucoup plus énergique et plus impétueux dans sa critique de l'état de choses existant que dans tout autre pays de l'Europe occidentale ou de l'Amérique. Tourguénev lui donna le nom de « *Nihilisme* » dans son célèbre roman,

(1) 2 vol. en vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris, (10 francs).

« *Pères et Fils* », et ce nom fut accepté généralement.

Ce mouvement a été souvent mal compris dans l'ouest de l'Europe. Dans la presse, par exemple, on a confondu nihilisme et terrorisme. Les troubles révolutionnaires qui éclatèrent en Russie vers la fin du règne d'Alexandre II et aboutirent à la mort tragique du tsar, sont constamment désignés sous le nom de nihilisme. C'est pourtant une erreur. Confondre le nihilisme avec le terrorisme est une méprise aussi grave que d'identifier un mouvement philosophique comme le stoïcisme ou le positivisme avec un mouvement politique, tel, par exemple, que le républicanisme.

Le terrorisme est né de certaines conditions spéciales de la lutte politique, à un moment donné de l'histoire. Il a vécu et a pris fin. Il peut renaître et disparaître encore. Mais le nihilisme a mis son empreinte sur la vie tout entière des classes cultivées de la Russie et cette empreinte persistera pendant de nombreuses années. C'est le nihilisme qui, dépouillé de ce qu'il y a eu en lui d'exagéré — l'exagération était inévitable dans un mouvement de cette sorte provoqué par la jeunesse — donne encore actuellement à la vie d'une grande partie des classes cultivées de la Russie un certain caractère particulier que nous autres Russes regrettons de ne pas trouver dans la vie de l'Europe Occidentale. C'est le nihilisme aussi qui, dans ses manifestations variées, donne à un grand nombre de nos écrivains cette sincérité remarquable, cette habitude de « penser tout haut », qui étonne les lecteurs occidentaux.

Tout d'abord, le nihiliste déclarait la guerre à tout ce qu'on peut appeler « les mensonges conventionnels de la société civilisée ». La sincérité absolue était sa marque distinctive et au nom de cette sincérité il renonçait et demandait aux autres de renoncer aux superstitions, aux préjugés, aux habitudes et aux mœurs que leur propre raison ne pouvait justifier. Il refusait de se plier devant toute autre autorité que la raison, et dans l'analyse de chaque institution ou habitude sociale, il se révoltait contre toute sorte de sophisme plus ou moins déguisé.

Il rompit, naturellement, avec les superstitions de ses pères, et ses idées philosophiques furent celles du positivisme, de l'agnosticisme, de l'évolutionnisme à la façon de Spencer ou du matérialisme scientifique ; et tandis qu'il n'attaquait jamais la foi religieuse simple et sin-

cère, lorsqu'elle est une nécessité psychologique de l'être sensible, il combattait violemment l'hypocrisie qui pousse les gens à se couvrir du masque d'une religion, qu'ils jettent à chaque instant par-dessus bord comme un fardeau inutile.

La vie des peuples civilisés est pleine de ces petits mensonges conventionnels. Quand les gens, qui ne peuvent se supporter, se rencontrent dans la rue, ils prennent un air radieux et sourient de joie ; le nihiliste restait froid et ne souriait qu'à ceux qu'il était vraiment heureux de rencontrer. Toutes ces formes de politesse extérieure qui ne sont que pure hypocrisie lui répugnaient et il affectait une certaine rudesse de manières pour protester contre la plate amabilité de ses pères. Il remarquait que ceux-ci affectaient dans leurs paroles un idéalisme sentimental et qu'ils se comportaient en même temps comme de véritables barbares à l'égard de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs serfs ; et il se révoltait contre cette sorte de sentimentalisme qui s'accommodait si bien aux conditions d'une vie qui n'avait en soi rien d'idéal.

L'art était soumis avec la même rigueur à cette critique négative. Ces continuels bavardages sur la beauté, l'idéal, l'art pour l'art, l'esthétique, etc., auxquels on se livrait si volontiers, alors que tout objet d'art était payé avec l'argent extorqué à des paysans affamés ou à des ouvriers mal rétribués, et que le so-disant « Culte de la Beauté » n'était qu'un masque destiné à couvrir la plus vulgaire corruption de mœurs — ne lui inspiraient que du dégoût ; et la critique de l'art que l'un des plus grands artistes du siècle, Tolstoï, a formulée depuis d'une manière si saisissante, était exprimée par le nihiliste dans cette affirmation catégorique : « Une paire de bottes vaut beaucoup mieux que toutes vos Madones et que toutes vos discussions raffinées sur Shakespeare ».

Tout mariage sans amour, toute familiarité sans amitié étaient condamnés. La jeune fille nihiliste, contrainte par ses parents de jouer le rôle d'une poupée dans une « maison de poupées », et de faire un mariage d'argent, préférait quitter sa maison et ses toilettes de soie ; elle prenait une robe de laine noire très simple, coupait ses cheveux et allait à l'université, pour pouvoir vivre d'une vie indépendante. La femme qui s'apercevait que son mariage n'était plus un mariage — qui ni l'amour, ni l'amitié n'unissait plus ceux qui restaient de par la loi époux et femme — aimait mieux briser un lien qui n'avait plus rien de son caractère essentiel ; et souvent elle s'en allait avec ses enfants, bravant la pauvreté, préférant l'isolement et la misère à une vie toute conventionnelle qui aurait été une perpétuelle négation de sa propre personnalité.

Le nihiliste portait cet amour de la sincérité jusque dans les plus minces détails de la vie de tous les jours. Il rejetait les formes conventionnelles du langage de la société et expri-

mais ses opinions simplement et sans fard, et même en apparence avec une certaine affectation de rudesse.

Nous avions coutume à Irkoutsk de nous réunir une fois par semaine au club, et de danser. Je fus pendant quelque temps un hôte assidu de ces soirées, mais peu à peu, ayant à travailler, je cessai d'y aller. Un soir comme je ne m'y étais pas montré pendant plusieurs semaines de suite, une des dames présentes demanda à un jeune homme de mes amis pourquoi je ne venais plus à leurs réunions. « Il monte maintenant à cheval quand il veut prendre de l'exercice », répondit mon ami un peu rudement. — Mais il pourrait venir passer quelques heures avec nous, sans danser, se permit de remarquer une dame. — Que viendrait-il faire ici ? répliqua mon ami, le nihiliste. Causer avec vous de mode et de chiffons ? Il en avait assez de ces niaiseries. — Mais il fréquente pourtant de temps en temps mademoiselle X..., remarqua timidement une des jeunes dames présentes. — En effet, mais mademoiselle X..., c'est une jeune fille studieuse, répliqua sèchement mon ami, il l'aide à apprendre l'allemand. — Je dois ajouter que cette rebuffade évidemment grossière eut pour effet que les jeunes filles d'Irkoutsk se mirent aussitôt à nous assiéger, mon frère, mon ami et moi, de questions sur ce que nous leur conseillions de lire ou d'étudier. Le nihiliste parlait à tous ceux qu'il connaissait avec la même franchise, leur disant que leurs bavardages sur « les pauvres gens » n'étaient que pure hypocrisie, tant qu'ils vivaient du travail mal rétribué de ces gens, qu'ils plaignaient à leur aise tout en bavardant dans leurs salons richement décorés ; et avec la même franchise un nihiliste déclarait à un haut fonctionnaire que celui-ci ne se souciait pas le moins du monde du bien-être de ses subordonnés, mais qu'il était simplement un voleur.

Le nihiliste montrait une certaine rudesse quand il reprochait à une femme d'aimer les bavardages futiles et de se montrer fière de ses manières élégantes et de ses toilettes recherchées, ou quand il disait sans ambages à une jeune fille : « Comment n'avez-vous pas honte de dire de pareilles sornettes et de porter un chignon de faux cheveux ? » Il désirait trouver dans la femme une camarade, une personnalité humaine — non une poupée ou un mannequin — et il se refusait absolument à ces menus témoignages de politesse dont les hommes entourent celles qu'ils aiment tant à considérer comme « le sexe faible ».

Quand une dame entra dans un salon, un nihiliste ne s'empressait pas de se lever de son siège pour le lui offrir — à moins qu'elle ne parût fatiguée et qu'il n'y eût pas d'autre siège dans la pièce. Il se comportait vis-à-vis d'elle comme il l'aurait fait avec un camarade de son propre sexe ; mais si une femme — qui fût-elle complètement inconnue — manifestait le désir d'apprendre quelque chose qu'il savait et qu'elle ignorait, il n'hésitait pas à aller cha-

que soir à l'autre bout de la ville pour l'aider dans ses études. Tel jeune homme qui n'aurait pas fait un mouvement pour présenter à une dame une tasse de thé, abandonnait à une jeune fille, qui venait à Moscou ou à Pétersbourg pour étudier, la seule leçon particulière qu'il avait pu trouver et qui lui procurait son maigre pain quotidien. Il lui disait simplement : « Il est plus facile à un homme qu'à une femme de trouver du travail. Il n'y a rien de chevaleresque dans mon offre, c'est une simple question d'égalité ».

Les deux grands romanciers russes, Tourguénev et Gontcharov, ont essayé de représenter ce type nouveau dans leurs romans. Gontcharov a fait, dans le « Précipice », une caricature du nihilisme, en prenant un personnage réel, il est vrai, mais qui ne pouvait nullement être pris pour représentant du type nihiliste. Tourguénev était un trop grand artiste et il avait une trop grande admiration pour ce nouveau type, pour se laisser aller à en faire une caricature : et pourtant son nihiliste, Bazarov, ne nous satisfait pas. Nous le trouvons trop rude, principalement dans ses relations avec ses vieux parents, et nous lui reprochions surtout de paraître négliger ses devoirs de citoyen. La jeunesse russe ne pouvait se contenter de l'attitude purement négative du héros de Tourguénev. Le nihilisme, en affirmant les droits de l'individu et en condamnant toute hypocrisie, n'était qu'un premier pas vers un type plus élevé d'hommes et de femmes, qui sont également libres et consacrent leur vie à une grande cause. Les nihilistes se reconnaissent bien mieux dans les hommes et les femmes que Tchernychevsky a mis en scène dans son roman « Que faire » ?, inférieur sans doute au point de vue artistique mais qui par ses idées exerça une influence formidable sur la jeunesse russe.

« Amer est le pain fait par des esclaves », a écrit notre poète Nekrasov. La jeune génération refusait positivement de manger ce pain, et de jouir des richesses accumulées dans leurs maisons paternelles par le travail des serfs, que les ouvriers fussent de véritables serfs ou des esclaves salariés du système industriel existant.

Toute la Russie apprit avec étonnement, par l'acte d'accusation produit devant le tribunal contre Karakosov et ses amis, que ces jeunes gens, propriétaires de fortunes considérables, vivaient à trois ou à quatre dans la même chambre, ne dépensant pas plus de dix roubles (25 francs) chacun par mois pour leur entretien, et donnant tout leur argent aux coopératives de consommation, aux coopératives de production où ils travaillaient eux-mêmes, et à d'autres institutions analogues. Cinq ans plus tard, des milliers et des milliers de jeunes gens — la meilleure partie de la jeunesse russe — imitaient cet exemple. Leur mot d'ordre était : « Vnarod ! » (allez au peuple : soyez le peuple).

Dès 1860, dans presque chaque famille riche une lutte acharnée s'engagea entre les pères,

qui voulaient maintenir les anciennes traditions, et les fils et les filles qui défendaient leur droit de disposer de leur vie suivant leur propre idéal. Les jeunes gens quittaient le service militaire, le comptoir, l'atelier et affluaient dans les villes universitaires. Des jeunes filles, issues des familles les plus aristocratiques, accouraient sans un sou à Pétersbourg, à Moscou et à Kiev, avides d'apprendre une profession qui les affranchit du joug domestique, et un jour, peut-être, même du joug du mari. Beaucoup d'entre elles parvenaient à conquérir cette liberté individuelle après des luttes rudes et acharnées. Elles cherchaient alors à l'utiliser, non pour leur satisfaction personnelle, mais pour apprendre au peuple la science qui les avait émancipées.

Dans chaque ville russe, dans chaque quartier de Pétersbourg, des petits groupes de jeunes gens se constituaient pour se former et s'instruire mutuellement. Les œuvres des philosophes, les écrits des économistes, les recherches de la jeune école historique russe étaient lus dans les cercles, et ces lectures étaient suivies de discussions interminables. Le but de toutes ces lectures et de toutes ces discussions était d'aboutir à la solution de cette grande question qui dominait toutes les autres : comment les jeunes pourraient-ils devenir utiles aux masses ? Peu à peu ils en venaient à cette idée que le seul moyen était de s'établir parmi les gens du peuple et de vivre de leur vie. Des jeunes gens allaient alors se fixer dans les villages comme médecins, aide-médecins, instituteurs, scribes, et même comme agriculteurs, forgerons, bûcherons, etc... et ils essayaient de vivre là en contact intime avec les paysans. Des jeunes filles passaient leurs examens d'institutrice, apprenaient le métier de sages-femmes et de gardes-malades et se rendaient par centaines dans les villages, se dévouant corps et âme à la partie la plus pauvre de la population.

Ils y allaient sans même avoir un idéal quelconque de reconstitution sociale et la moindre pensée révolutionnaire ; mais purement et simplement pour enseigner à lire à la masse des paysans, pour les instruire, leur prêter leur assistance médicale ou les aider d'une façon ou d'une autre à sortir de leurs ténèbres et de leur misère, et en même temps, apprendre de ces masses ce qui était leur idéal populaire d'une vie sociale meilleure.

A mon retour de la Suisse, je trouvai ce mouvement en plein essor.

Pierre KROPOTKINE.

Après le Congrès de Marseille

Le *Bulletin Communiste* va réunir dans un numéro spécial, qui paraîtra samedi prochain, l'ensemble des Thèses votées au Congrès de Marseille.

Ce numéro spécial sera envoyé gratuitement à tous nos abonnés. Nos acheteurs au numéro le trouveront dans tous les kiosques.

Anciens Buts, Nouvelles Voies

DE L'UNITÉ DU FRONT OUVRIER

(Suite et Fin)

II. — La question de l'unité

L'évolution à gauche du mouvement ouvrier international est accompagnée d'un phénomène particulier : la croissance irrésistible de la tendance des ouvriers à l'unité. Dans presque tous les pays du vieux mouvement ouvrier, sous la poussée croissante du Capital et la menace de nouvelles guerres, il a surgi parmi les ouvriers une tendance extraordinairement forte, parfois spontanée, à l'unité. Ce sont précisément les nouvelles couches d'ouvriers, dont l'expérience des deux dernières années commence à dissiper les illusions réformistes, ainsi que les ouvriers sans-parti qui, actuellement, pour la première fois peut-être, participent à une lutte politique sérieuse, qui insistent le plus sur l'unité du front ouvrier.

Mais tous ces ouvriers ne se rendent pas clairement compte de ce qu'ils recherchent. Les uns voudraient fondre tous les partis ouvriers et même toutes les organisations ouvrières en un seul parti, en une seule organisation. D'autres, comprenant l'impossibilité d'unir tous les partis ouvriers en un seul, voudraient que l'on créât des comités d'action commune, etc. D'autres enfin ne se rendent pas compte de ce que c'est qu'un parti. Mais ils sentent instinctivement qu'il faut à tout prix trouver des moyens pour arriver à l'unité de tous les ouvriers : sinon, il sera impossible de triompher de l'ennemi qui devient de plus en plus haineux et de plus en plus fort.

Cette aspiration naturelle à l'unité (1) est la caractéristique du moment actuel. C'est là un phénomène des plus intéressants que les communistes doivent étudier et comprendre. Les communistes doivent apprendre à distinguer cette aspiration à l'unité révolutionnaire, aspiration progressiste au plus haut point qui se

(1) Dans les discussions qui surgissent en différents pays sur l'unité de front, on a souvent en vue exclusivement l'unité de front avec les partisans de la II^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam. Nous estimons qu'on doit comprendre plus largement l'unité de front. Ce qu'il faut, ce sont des accords pour la lutte contre le capitalisme avec les anarchistes, les syndicalistes et les ouvriers sans-parti : avec ces derniers, en particulier. Dans les pays latins, la question d'une entente avec les éléments ouvriers syndicalistes et anarchistes a une grande importance pratique. Il nous faut le front unique de tous les ouvriers véritablement révolutionnaires qui se sont convaincus de la nécessité de la lutte en commun contre les capitalistes, dans le domaine économique comme dans le domaine politique.

manifeste dans les masses, de la comédie diplomatique, quelquefois même charlatanesque, que jouent, autour du mot d'ordre unitaire, les dirigeants de la 2^e Internationale d'Amsterdam.

Cette tendance spontanée à l'unité révolutionnaire que l'on observe actuellement parmi les grandes masses du prolétariat international est le fruit d'une évolution historique profonde. En fin de compte, si la classe ouvrière a été battue pendant la première guerre impérialiste mondiale, c'est que la bourgeoisie mondiale a réussi à diviser les ouvriers et leur organisation internationale. Bien plus, maintenant encore, après le carnage impérialiste, si le Capital international parvient si facilement à battre, les uns après les autres, les détachements des ouvriers des différents pays et des différentes professions, c'est uniquement parce que, maintenant encore, la bourgeoisie réussit à scinder les ouvriers. Ceux-ci sentent physiquement, pour ainsi dire, que la force principale du prolétariat est dans sa masse, dans son grand nombre. Tout l'appareil étatique est aux mains de la bourgeoisie et, en partie, de ses agents, les social-démocrates. Les ouvriers ne pourront résister à ce puissant appareil que lorsqu'ils représenteront une masse immense, fortement cimentée, unique. Le simple ouvrier, s'il n'a pas compris, au moins senti qu'il ne pouvait échapper à une nouvelle guerre que si la classe ouvrière agissait en bloc compact. La masse ouvrière a senti instinctivement qu'elle ne pouvait remplir sa mission historique, c'est-à-dire être le fossoyeur du capitalisme, supprimer toute possibilité de nouvelles guerres impérialistes, que dans le cas où elle surmonterait les hommes qui ont amené la division au sein du prolétariat. Après les monstrueux sacrifices que la classe ouvrière a faits sur l'autel de la Patrie, de 1914 à 1918, après l'ignoble trahison commise envers elle par les « mauvais pasteurs » de la 2^e Internationale qui l'ont divisée, après la riche expérience que les ouvriers de tous les pays ont acquise, durant les deux années qui se sont écoulées depuis la fin de la guerre, il est tout naturel que la soif de l'unité se fasse sentir parmi les masses ouvrières de plus en plus révolutionnées.

Cela il faut le comprendre. Et les communistes doivent aller au-devant de cette aspiration à l'unité...

C'est pourquoi, le mot d'ordre de l'unité du

front ouvrier acquiert, depuis quelque temps, une importance de plus en plus grande. Dans la mesure où ce mot d'ordre exprime la tendance susmentionnée des grandes masses ouvrières, il est progressiste et révolutionnaire.

Ce que, durant les derniers mois, on appelait et ce qui est en réalité une sorte de crise dans le mouvement ouvrier international est en somme le résultat des batailles perdues. À l'aide des social-démocrates de tout poil, la bourgeoisie avait réussi à infliger à l'avant-garde de la classe ouvrière une série de défaites désastreuses. Dans quelques pays, cette avant-garde avait été saignée à blanc. L'affaiblissement que l'on observait dans plusieurs pays, durant les derniers mois, était la réaction directe, le résultat immédiat, pourrait-on dire, de cette saignée. Maintenant, la crise touche à sa fin, et la nouvelle animation qui se manifeste se développe, en premier lieu, sous le mot d'ordre de l'unité du front révolutionnaire des ouvriers. C'est là la particularité du moment. C'est là-dessus que doit se baser le communisme international.

Avec leur flair habituel, les vieux routiers de l'Internationale d'Amsterdam et de la 2^e Internationale n'ont pas été les derniers à remarquer la nouvelle évolution qui se produit au sein des masses et qui s'exprime par la formule : « *Front ouvrier unique* ». Sentant le danger, ils ont tenté de rendre ce mot d'ordre inoffensif en le monopolisant à leur profit et en prenant eux-mêmes la tête du nouveau mouvement. Ils se sont mis à conjuguer à tous les temps le verbe « unifier ». Ce faisant, ils ont intentionnellement commis une légère — oh ! très légère — confusion d'idées : à l'unité véritable de millions d'ouvriers unis dans la lutte contre l'offensive du Capital, ils ont cherché à substituer l'unité entre les dirigeants de la 2^e Internationale, de l'Internationale 2 1/2 et de l'Internationale d'Amsterdam. Alors ont commencé les pourparlers secrets et les conférences à Francfort, à Brighton, à Vienne, à Paris et autres villes européennes. Ces conférences se sont tenues entre les diplomates des trois Internationales susmentionnées. Et actuellement, tous ces dirigeants s'efforcent avec une ardeur particulière d'exploiter à leur profit la tendance spontanée des ouvriers à l'unité.

— Vous êtes pour l'unité du front, disent-ils aux couches ouvrières qui s'éveillent à une nouvelle lutte active ; eh bien ! nous nous chargeons de vous organiser un front unique. Nous allons nous rassembler, nous, vos vieux chefs, à Vienne ou à Paris ; nous passerons entre nous un accord, d'où nous excluons, cela va sans dire, ces canailles de communistes — qui, la chose est connue, sont contre l'unité de la classe ouvrière, — et alors votre but sera atteint.

L'intention des chefs et des diplomates de l'Internationale d'Amsterdam et de la 2^e Internationale est de rendre anodin le mot d'ordre du front ouvrier unique. Cette tendance spon-

tanée à l'unité révolutionnaire qui se fait jour parmi les masses, ils veulent la coucher sur le lit de Procuste des machinations et des accords de chefs passés maîtres dans l'art de la trahison. D'une part, pousser les hauts cris contre les dangers de guerre dévoilés par la conférence de Washington ; d'autre part, continuer à siéger dans le Bureau international du Travail, partie constitutive de la Société des Nations et, par suite, de la conférence de Washington : voilà qui montre bien la duplicité de ces gens !

En été déjà, dans le premier manifeste de l'Internationale Communiste sur la question de l'unité, nous indiquions que, dans les discussions actuelles sur le mot d'ordre du « front unique », il convenait de bien distinguer deux choses : d'une part, les manœuvres méprisables des leaders jaunes qui s'efforcent de remorquer le nouveau mouvement de masses et de le conduire dans les eaux tranquilles d'une nouvelle « collaboration » de classes ; d'autre part, un phénomène véritablement nouveau, véritablement important : la tendance de nouvelles couches du prolétariat à la cohésion, à l'unité révolutionnaire véritable, à la création d'un front révolutionnaire unique, tout d'abord défensif, puis offensif. D'une part, un phénomène social profond, méritant l'attention la plus sérieuse ; d'autre part, un simple « tour de passe-passe » de politiciens roués.

Ce n'est pas sans raison que la presse bourgeoise et social-démocrate tente, chaque année, de faire passer les communistes pour des « scissionnistes », pour des violateurs systématiques de l'unité de la classe ouvrière. Messieurs les bourgeois et leurs valets, les social-démocrates, savaient bien ce qu'ils faisaient, lorsqu'ils s'efforçaient de nous représenter comme les fauteurs véritables de la scission dans les rangs ouvriers. La tendance à l'unité est l'aspiration naturelle de la classe opprimée. Et, toutes conditions égales, mais seulement dans ce cas, l'unité des organisations ouvrières est, il va de soi, un grand bien. Il est des circonstances où la scission, selon l'expression de feu Plékhanov, est le devoir sacré du révolutionnaire. Il en est ainsi quand, pour une raison ou pour une autre, un parti a cessé de remplir sa mission historique ou même s'est mis à effectuer des tâches diamétralement opposées à celles que comportait son programme primitif.

C'est ce qui est arrivé à tous les partis de la 2^e Internationale, au début de la guerre impérialiste. C'était le devoir sacré de Karl Liebknecht d'introduire la scission dans la vieille social-démocratie officielle qui, dès le premier coup de feu, en 1914, s'était faite la servante de Guillaume le Sanguinaire. Après un quart de siècle de développement pacifique, tout l'appareil du mouvement ouvrier international se trouvait, au début de la guerre impérialiste, entre les mains des réformistes. Le marxiste militant dut faire des efforts héroïques pour

conquérir simplement le droit de propager ses idées révolutionnaires.

Puis, arriva le temps de la *différenciation organique*. Les communistes entreprirent la création de leur parti à eux. C'était le seul moyen de sauver l'honneur du socialisme et de défendre les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière. Mais les social-démocrates de l'ancienne école étaient alors les maîtres. Nous, communistes, nous dûmes nous « mutiner », gagner à notre cause la minorité révolutionnaire et, partant, scinder la vieille organisation. Les social-démocrates et leurs protecteurs, les bourgeois, exploitèrent habilement cet état de choses. Par le monde entier, dans toutes les langues, dans des centaines et des milliers de leurs journaux, ils hurlèrent que nous, les communistes, nous étions par principe les adversaires de l'unité ouvrière. Nombre d'ouvriers inexpérimentés s'y laissèrent prendre. En réalité, les communistes comprenaient parfaitement que la scission est un mal. Mais ils estimaient que, à un certain stade du développement du mouvement international, c'est un mal inévitable et qui est largement compensé par le bien résultant de l'organisation des éléments les plus avancés en un parti communiste ouvrier véritable.

La scission des communistes d'avec les social-patriotes n'empêche pas le front révolutionnaire ouvrier unique de croître avec l'appui le plus ardent des communistes. Le travail de différenciation est terminé dans les grandes lignes. Les communistes, dans l'ensemble ont accompli le travail nécessaire et inévitable de soustraire les éléments les plus avancés de la classe ouvrière à l'influence contre-révolutionnaire de la social-démocratie.

Les « scissionnistes » dans l'histoire ont toujours été les novateurs, les éléments militants, ceux qui ne voulaient pas se résigner à l'état de choses qu'ils avaient sous les yeux et qui frayaient la voie vers quelque chose de nouveau. Les « scissionnistes » devaient être naturellement les éléments avancés de la classe ouvrière, qui ne voulaient pas se résigner à la social-démocratie officielle, pourrie jusqu'aux moelles, de la 2^e Internationale. Et ainsi, les « scissionnistes » ce fut nous communistes.

Mais maintenant, nous, les « scissionnistes », nous devons être les partisans les plus ardents de l'unité du front révolutionnaire avec les masses ouvrières, contre les capitalistes et leurs valets, les chefs de la social-démocratie. Nous devons, cela va sans dire, savoir démasquer la diplomatie et le jeu des leaders de la 2^e Internationale. Lorsque Vandervelde, hier encore ministre de roi, ou Branting, actuellement ministre de roi, viennent prôner le mot d'ordre du front révolutionnaire unique et qu'ils sont soutenus par le bourreau des ouvriers allemands, Noske, par Jouhaux et Henderson, alors, certes, la tâche des communistes est de montrer aux masses ouvrières qu'on leur prépare une nouvelle trahison, soigneuse-

ment machinée. C'est là une tâche importante. Pourtant, elle n'est que secondaire. La tâche primordiale, c'est de comprendre que le mot d'ordre « du front ouvrier unique » n'est pas imaginé de toutes pièces, qu'il est le produit du développement historique des dernières années, qu'il signifie l'entrée dans la lutte active de nouveaux millions d'ouvriers. Comprendre ces ouvriers et aller au-devant d'eux, savoir exprimer leurs tendances révolutionnaires encore confuses, savoir les unir et se mettre à leur tête, c'est amener sous le drapeau du communisme non seulement l'avant-garde, mais le gros des forces ouvrières ; c'est gagner à sa cause non pas des milliers et des dizaines de mille, mais des centaines de mille et des millions d'hommes, c'est donner corps véritablement au mot d'ordre « Allez aux masses ! » formulé par le 3^e Congrès ; c'est, en un mot, préparer les postulats essentiels de la victoire de la révolution socialiste.

Le *bolchevisme* est devenu maintenant une conception internationale. Le *menchevisme* aussi. L'expérience des rapports entre bolcheviks et mencheviks en Russie peut, à notre avis, être utilisée pour la solution de la question de l'attitude à adopter envers le menchevisme international.

Nos camarades de l'étranger savent déjà que nous, bolcheviks russes, nous nous sommes séparés des mencheviks, mais ils doivent apprendre maintenant que, pendant les 15 ans qu'a duré notre lutte avec le menchevisme, il y a eu des cas assez fréquents où, autour du mot d'ordre de l'unité, il s'est engagé entre bolcheviks et mencheviks une lutte qui, sous beaucoup de rapports, rappelle la lutte actuelle dans le mouvement ouvrier européen. Durant les 15 années environ, qui s'écoulèrent depuis la naissance du bolchevisme jusqu'à sa victoire sur la bourgeoisie (1903-1917), le bolchevisme ne cessa de mener une lutte systématique contre le menchevisme. Mais en même temps, durant cette période, nous, bolcheviks, nous conclûmes maintes fois des accords avec les mencheviks. La scission avait eu officiellement lieu au printemps de 1905, quoiqu'elle existât en fait depuis 1903. En janvier 1912, la scission officielle entre bolcheviks et mencheviks fut à nouveau confirmée. Mais, en 1906-1907, puis en 1910, cet état de scission entière et officielle fit place à des unions et à des demi-unions, et cela non seulement par suite des péripéties de la lutte, mais aussi sous la pression des grandes couches ouvrières. L'examen rétrospectif de la situation d'alors nous montre que cette pression était exercée par de nouvelles couches d'ouvriers, qui s'éveillaient à l'activité politique et insistaient pour que l'on fit à nouveau des essais de rapprochement, considérant qu'en obtenant l'union des bolcheviks et des mencheviks en un parti unique ils augmenteraient leur force de résistance contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Nous ne voulons pas dire par là que, dans un pays quelconque où le mouvement ouvrier est développé, l'on pourrait maintenant procéder à une union organique officielle ou à une demi-union entre bolcheviks et mencheviks, ou, pour employer la terminologie contemporaine, entre communistes et partisans de la 2^e Internationale ou de l'Internationale 2 1/2. *Cela est impossible.* L'on ne saurait assimiler en tous points la période actuelle avec celle qu'a traversée le mouvement ouvrier russe de 1903 à 1917. La guerre impérialiste mondiale a établi une ligne de démarcation nette entre l'ancienne et la nouvelle période de développement du mouvement ouvrier. La différenciation organique entre les communistes et les social-démocrates, qui avait commencé en 1914, en différents pays, est devenue maintenant un phénomène international. Sous ce rapport, l'on ne saurait faire machine en arrière. Mais, en même temps, quelques-uns des épisodes de la lutte et des accords entre bolcheviks et mencheviks russes peuvent être d'une certaine utilité à nos camarades d'Europe Occidentale et d'Amérique.

Ainsi, l'expérience russe de 1913 et du début de l'année 1914 dans le mouvement ouvrier russe est particulièrement instructive. A cette époque déjà, l'enthousiasme était grand parmi les ouvriers russes. Après la défaite de la révolution de 1905 et les pénibles années de la contre-révolution, une tendance très forte, spontanée à l'unité du front ouvrier se manifestait. Les diplomates du menchevisme russe, en ce temps-là, tentaient d'exploiter cette tendance unitaire à peu près comme le font maintenant les chefs du menchevisme international. Mais nous, bolcheviks russes, nous ne répondîmes pas par un refus pur et simple de toute collaboration. Jamais nous ne nous élevâmes contre l'unité du front ouvrier. Au contraire, pour déjouer la manœuvre des chefs menchevistes, nous proclamâmes alors le mot d'ordre de l'unité par en bas. En d'autres termes, nous réclamâmes l'unité des masses ouvrières elles-mêmes dans la lutte pratique pour les revendications véritablement révolutionnaires dirigées contre les capitalistes. Nous appelâmes les masses ouvrières à s'unir par-dessus les têtes de leurs chefs, mencheviks modérés. La pratique montra que nous avions atteint notre but. Grâce à cette tactique qu'il nous fallut naturellement adapter aux conditions de temps et de lieu, nous conquîmes peu à peu, au bolchevisme une très grande partie des meilleurs ouvriers mencheviks. Cependant, pas un instant, nous ne renoncâmes à notre indépendance complète ; pas un instant, nous n'adoucîmes notre critique contre le menchevisme. Au contraire, la propagande en faveur du mot d'ordre de l'unité par en bas s'effectua parallèlement avec la dénonciation des manœuvres des diplomates menchevistes.

Après la révolution de mars 1917, les mencheviks tentèrent de nouveau d'exploiter le

mot d'ordre de l'unité. Ils proposèrent un plan de congrès unifié de tous les social-démocrates, bolcheviks et mencheviks. C'est à l'assemblée, convoquée par les mencheviks dans le but de préparer cette fameuse union, que le camarade Lénine prononça son discours célèbre, dans lequel furent exposées, pour la première fois, les thèses en faveur du système soviétiste. Nous, bolcheviks, nous ne consentîmes pas à cette union. Et ainsi, les mencheviks ne réussirent pas à nous apprivoiser. Mais, en même temps, nous continuâmes à propager systématiquement, opiniâtement, l'idée de l'union des ouvriers par en bas, dans les cadres des soviets, sur le terrain de la lutte pour le pouvoir soviétiste, sur le terrain de l'organisation des grèves politiques et économiques de masses, sur le terrain de l'armement des ouvriers, du désarmement de la garde-blanche, etc. Les résultats, comme on le sait, ne furent pas mauvais.

III. — Etat de la question dans les différents pays

Les sections de l'Internationale Communiste abordent, chacune à sa manière, le mot d'ordre du « front ouvrier unique » et se frayent à tâtons la voie vers les masses dans la nouvelle situation. Mais en somme, presque partout le processus est identique.

En Allemagne, le parti, à sa dernière conférence, a soutenu avec une unanimité complète le mot d'ordre du front ouvrier unique et a reconnu non seulement possible, mais nécessaire, sous certaines conditions, de soutenir le « gouvernement ouvrier », dont il est de plus en plus question en Allemagne.

Dans ce pays, plus qu'en aucun autre, la question de l'unité de front revêt un caractère d'actualité pressante. Le réformisme allemand — nous prenons ce mot dans son acception la plus large, y faisant entrer les social-démocrates majoritaires et les centristes — est acculé à une impasse. Les bourgeois les plus clairvoyants comprennent de plus en plus nettement qu'il ne peut y avoir aucune issue pacifique, naturelle, à l'état de choses, en Allemagne. Si le Parti Communiste Allemand est à la hauteur de la situation, il pourra utiliser les résultats des batailles de mars, qui — la chose est particulièrement évidente aujourd'hui — ont été un grand pas en avant, malgré toutes les fautes commises. Les communistes allemands, maintenant que de nouveaux ouvriers par centaines de mille s'éveillent à la lutte, doivent savoir récolter le fruit de leur lutte de mars. Quoi qu'en disent les censeurs et les svcophants, les faits restent les faits : le seul parti qui, en mars 1921, ait entraîné à sa suite des centaines de milliers d'ouvriers à la bataille, au moment où les socialistes exhortaient sur tous les tons les ouvriers à rester tranquilles, a été le parti communiste.

Les éléments putschistes et sectaires, qui

existaient incontestablement dans le Parti Communiste Allemand, sont combattus avec succès. Nos amis allemands comprennent que, dans certaines conditions, la tendance au front révolutionnaire unique peut devenir un facteur de révolution très important. Les communistes allemands ont eu raison, en Thuringe, de prêter leur appui parlementaire aux social-démocrates et aux Indépendants, lorsque la formation d'un gouvernement socialiste dépendait des voix des communistes. Les communistes allemands ont raison de s'en tenir à la même ligne de conduite pratique, dans le domaine de la lutte économique.

Quelquefois, il est vrai, on remarque des exagérations. Dans la circulaire du Comité Central du Parti Communiste Allemand (21 novembre 1921), on lit :

Il convient de veiller soigneusement à ce que les communistes n'entreprennent pas eux-mêmes une lutte économique dans laquelle ils agiraient isolés. Il faut non pas qu'ils mènent une lutte économique indépendante, mais que nos camarades poussent partout les masses en avant. La lutte économique doit être menée par les syndicats

C'est là, à notre avis, un point de vue erroné. Certes, ce sont surtout les syndicats qui doivent avoir la direction officielle des grèves économiques. Mais il est bien évident que le parti ne peut en aucun cas, renoncer à jouer un rôle dirigeant dans les grèves économiques. En Allemagne, plus que jamais, n'importe quelle grande grève économique a une portée politique. Au stade actuel de la lutte, en Allemagne plus qu'en aucun autre pays, la lutte économique se transforme en lutte politique. Est-ce à nous de rappeler à nos camarades allemands toute la trahison des syndicats social-démocrates actuels ? Tout récemment, le *Vorwärts* annonçait fièrement que, sur 48 millions d'ouvriers syndiqués dans 30 des plus grands pays du monde, l'Allemagne en possédait 13 millions. Mais, ainsi que les communistes allemands, nous savons que les unions libres qui existent en Allemagne entravent en réalité toute lutte économique sérieuse des ouvriers. Il est nécessaire de soutenir le mot d'ordre du front ouvrier unique, mais il ne s'ensuit pas que nous devions tomber dans des exagérations comme celle que nous venons de signaler.

Tout en soutenant le mot d'ordre du front unique, les communistes allemands doivent, avec un redoublement d'énergie, lutter contre tous ceux qui s'efforcent d'infiltrer des idées centristes dans les rangs de notre propre parti. Lutter impitoyablement contre le nouveau parti formé par Paul Lévi, Däumig et leurs acolytes est nécessaire à la conservation du parti. Nous pouvons et devons appuyer tout pas pratique dans le domaine de la création d'un front unique parmi les masses, mais nous devons, en même temps, combattre sans merci tout « chef » qui cherche à ramener le parti en arrière. Paul Lévi et ses amis affirment qu'ils

ne veulent pas créer un parti détaché ; en réalité, c'est pourtant ce qu'ils font. Lorsque Lévi proclame à qui veut l'entendre que son parti n'est pas un parti, il use en réalité d'un artifice de langage. Lévi ne peut pas encore créer un grand parti distinct, et c'est pourquoi il organise une sorte de club non officiel. La nécessité le rend vertueux. Faire des concessions quelconques à ces défaitistes qui tâchent de désagréger de l'intérieur le parti communiste, ce serait commettre le crime le plus grave contre le nouveau mouvement révolutionnaire de masses qui surgit en ce moment. Oui, nous devons nous concerter et nous entendre avec les ouvriers de Scheidemann qui évoluent en ce moment à gauche et qui désirent faire avec nous la grève, convoquer un congrès de conseils de fabriques ou organiser un mouvement pour l'amnistie des condamnés politiques. Oui, nous devons faire certaines concessions à ces ouvriers de Scheidemann, nous souvenant qu'ils viennent et viendront à nous et qu'ils marcheront avec nous par centaines de mille, tout d'abord à des batailles partielles, puis à des batailles décisives. En même temps, non seulement il ne convient pas, mais nous n'avons pas le droit de faire la plus légère concession aux petits groupes de défaitistes, comme celui du renégat Lévi, qui tirent le mouvement ouvrier en arrière. Qui ne comprend cela, ne comprend rien du tout. Celui qui, du fait de l'aspiration spontanée des masses ouvrières au front unique, conclut que le parti communiste doit être indulgent pour les « chefs » qui passent à l'adversaire, n'est pas capable de construire le parti communiste ; il n'est capable que de le détruire.

Quelques naïfs supposent que l'aspiration à l'unité du front rendra la lutte entre les partis moins violente affaiblira la polémique, etc... Sainte simplicité ! L'exemple de l'Allemagne a montré que, dans la réalité, c'était juste le contraire. Lorsque les social-démocrates allemands ont vu que l'influence des communistes augmentait et que ceux-ci commençaient à s'entendre au sujet de la création d'un front commun de lutte avec les ouvriers dirigés par Scheidemann, le Comité Central de Scheidemann a lancé ses fameuses révélations sur les actes de terrorisme, soi-disant commis par les communistes pendant les journées de mars 1921. C'est à peu près ce que faisaient les mencheviks russes, aux moments critiques pour eux. Le renforcement de la tendance du front unique n'exclut pas, dans certaines circonstances, l'exacerbation de la lutte entre les chefs traîtres de la social-démocratie et nous. Qui ne comprend cela, encore une fois, ne comprend rien. En effet, plus nous nous rapprocherons des ouvriers qui avaient été jusqu'à présent indifférents ou qui avaient suivi la social-démocratie, plus les chefs de la 2^e Internationale seront furieux et s'efforceront d'empoisonner la dispute idéologique par des « révélations », des délations et autres infâmies. Néanmoins, notre union avec des cou-

ches toujours nouvelles d'ouvriers ne fera que progresser, si toutefois nous ne commettons pas nous-mêmes de fautes.

••

La question se pose un peu autrement en France. Là, le parti communiste dispose incontestablement de la majorité parmi les ouvriers politiquement organisés. Cela crée une situation différente de celle de l'Allemagne. Mais cela ne veut pas dire que nous devions renoncer, en France, au mot d'ordre du front unique. Sous nos yeux, se produit en France une scission du mouvement professionnel ; il se forme deux Confédérations du travail : l'une, dirigée par les ultra-réformistes ; l'autre, par les syndicalistes révolutionnaires et les communistes. Pour ne pas dépérir, cette deuxième confédération doit à tout prix maintenir et renforcer le contact avec la masse des ouvriers sans-parti qui, en France comme dans les autres pays, aspire à l'unité. A chaque grande grève économique, à chaque action de masses, nous devons absolument proposer à la Confédération réformiste d'agir avec nous, afin de la démasquer devant les masses si elle se refuse à soutenir la lutte des ouvriers, afin de nous rapprocher des ouvriers qui la soutiennent encore si elle accepte notre proposition. Prises ensemble, les deux Confédérations comptent au total un peu plus d'un demi-million d'ouvriers. Les communistes et les syndicalistes véritablement révolutionnaires doivent entraîner maintenant dans leur sphère d'influence non pas un demi-million, mais deux millions au moins d'ouvriers — sinon, les syndicats révolutionnaires français risquent de se transformer bientôt en rameaux desséchés. Pour cela, il faut, en France, également, avec intelligence et en tenant compte des particularités locales, mener la lutte sous le mot d'ordre de l'unité du front révolutionnaire ouvrier.

Mais alors, nous diront les malins, pourquoi la lutte, au sein du Parti Communiste, sur la question des limites de l'autonomie syndicale ? Pourquoi cette polémique entre les communistes et les syndicalistes-révolutionnaires qui se refusent à reconnaître le rôle dirigeant du Parti ? Mais précisément, pour conquérir les grandes masses des sans-parti, il faut que le Parti voie clair en lui-même, qu'il sache nettement ce que c'est que les syndicats et ce que c'est que le Parti Communiste. D'une part, nous devons arriver dans le parti à une nettelé idéologique complète sur la question sus-indiquée et, de l'autre, savoir nous rapprocher des grandes masses de sans-parti et les gagner à notre cause sous le mot d'ordre du front révolutionnaire unique contre les capitalistes. Il est nécessaire que tout homme qui prétend à un rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier comprenne bien ce raisonnement.

La tactique du front révolutionnaire unique, nous ne nous le dissimulons pas, comporte, en France, de grands dangers. On voit encore,

au sein du Parti Communiste français, des gens comme Raoul Verfeuil, Henri Fabre et d'autres continuer de déplorer la scission qui les a séparés de Longuet et de Renaudel. Sous ce rapport, une série d'articles de Raoul Verfeuil dans le *Journal du Peuple* sont tristement symptomatiques. Ces articles, malheureusement, n'ont presque pas attiré de riposte dans la presse du parti. Non moins déplorables sont les articles de Fabre, qui glisse tout à fait dans le camp de Longuet. Mais particulièrement regrettables (et même impardonnables pour le marxiste qu'est Rappoport) sont les articles de Charles Rappoport qui, après le congrès de Milan du 4 octobre 1921, tente encore de défendre « notre bon ami » Serrati.

Tout en conseillant à nos amis français de proclamer le mot d'ordre du front ouvrier unique, nous craignons sérieusement, il faut l'avouer, que, par suite de la faiblesse des traditions communistes en France, toute une série de camarades ne donnent à ce propos dans l'opportunisme. Daniel Renoult semble devoir tomber, sous ce rapport, dans de graves erreurs. De la lettre aux communistes allemands, où le camarade Lénine déclarait qu'il ne faut pas transformer en sport la lutte contre le centrisme, Daniel Renoult (sans parler, à plus forte raison, de Fabre), tire de larges conclusions dans le sens de la cessation générale de la lutte entre les partis. Dans un article de son journal *l'Internationale*, il écrit :

Il est remarquable que, précisément au moment actuel où des disputes parfois purement théoriques divisent les forces révolutionnaires, toute action effective, en dépit de tout, les cimenter et les unit. Il conviendrait, à notre avis, de réfléchir cela dans les différentes organisations et de prendre en considération que, malgré les violents désaccords et les anathématisations réciproques, les révolutionnaires sincères de toutes les nuances par la force des circonstances, tant que le capitalisme existera, uniront leurs efforts pour lutter contre lui.

En un mot, aimons-nous les uns les autres et oublions que Judas est un traître et que Renaudel est Renaudel ! A notre avis, le camarade Lorient avait profondément raison quand, dans son article du *Bulletin Communiste* intitulé : *Plus de confusion*, il répondait à D. Renoult :

Renoult oublie que ce qui est aux prises chez nous, dans les syndicats et encore, hélas ! dans une large mesure, dans le Parti, ce ne sont pas, comme en Allemagne, les conceptions de l'Internationale Communiste et les opinions de ceux qui se prétendent à sa gauche, mais bien encore le communisme et le réformisme.

Souhaiter, dans de telles conditions, au nom de je ne sais quel fantôme d'unité, une cessation de la lutte, alors que Moscou nous demande, au contraire, de l'intensifier, est une erreur dont les conséquences peuvent être grandes.

Le camarade Lorient avait encore plus raison, lorsqu'il ajoutait :

Pour réaliser sur le terrain communiste et ou

vrier un maximum d'union, il faut d'abord que notre Parti soit communiste, ce qui est loin d'être.

Voilà qui est parler d'or ! Pour bien manœuvrer contre les réformistes et les demi-réformistes, pour enlever à ces derniers, sous le mot d'ordre du front unique, de nouvelles couches d'ouvriers, il faut que le manœuvrier, c'est-à-dire le Parti Communiste lui-même, se tienne fortement sur ses jambes et qu'il se souvienne que Longuet et Renaudel sont les agents du Capital et non nos amis quelque peu égarés.

Dans son article consacré au quatrième anniversaire de la révolution soviétique, Jean Longuet s'écrie avec emphase :

Et quand les dirigeants bolcheviks voudront-ils, selon l'heureuse formule de notre ami André Pierre, après avoir fait leur paix avec leurs ennemis bourgeois, conclure enfin la paix avec leurs frères socialistes ? (*Le Populaire*, 7 novembre 1921.)

Il est difficile de dire ce qui prédomine dans cette phrase : la naïveté ou le cynisme. « Notre ami » André Pierre — ce détracteur professionnel du pouvoir soviétique qui s'est fait une spécialité de « démasquer » les communistes — estime que les bolcheviks russes ont conclu la paix avec la bourgeoisie et que, par suite, ils doivent maintenant la faire aussi avec les social-patriotes. Et M. Longuet se hâte de répéter cette « heureuse formule ». Est-il possible en réalité que M. Longuet ne comprenne pas quelle paix les bolcheviks russes ont conclue avec la bourgeoisie étrangère ? Il serait temps qu'il cessât de feindre l'incompréhension.

En tout cas, les ouvriers français doivent savoir nettement qu'il ne peut y avoir aucune paix entre Longuet et Renaudel d'une part, et les communistes de l'autre. Mais que les ouvriers communistes passent avec les ouvriers sans-parti, syndicalistes, anarchistes et autres une série d'accords sur le terrain de la lutte commune contre les capitalistes : voilà qui peut et qui doit se faire.

La question du front unique se pose encore d'une autre façon, en Angleterre. Le 2^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste s'était déjà, en 1920, prononcé pour l'entrée des communistes dans le *Labour Party* qui, comme on le sait, est un groupement *sui generis* de tous les partis et syndicats ouvriers, mais qui est dirigé par les opportunistes les plus dangereux.

Au 2^e Congrès, la tactique de l'entrée dans le *Labour Party* avait été combattue, pour de prétendues raisons d'orthodoxie, par des gens comme Serrati. Mais l'expérience a montré combien nous avons raison de recommander cette tactique aux communistes anglais.

Henderson et son honorable compagnie ont refusé d'accepter les communistes anglais dans le *Labour Party*. On remarque maintenant une certaine évolution dans les rangs du *Labour*

Party. Sous l'influence des causes profondes que nous avons indiquées plus haut, les organisations londoniennes du *Labour Party* ont adopté, il est vrai à une faible majorité, une résolution permettant aux communistes d'adhérer au *Labour Party*. Dans le mouvement ouvrier anglais qui, dans son développement, soulève de nouvelles couches de plus en plus profondes d'ouvriers (témoin la grève des mineurs), le mot d'ordre du front révolutionnaire unique est, plus que partout ailleurs, nécessaire. C'est grâce à ce mot d'ordre que nous parviendrons le mieux à nous rapprocher des masses du prolétariat anglais. Il n'y a pas longtemps, dans un article intitulé : *La maturité du Labour Party*, Henderson écrivait :

La question à l'ordre du jour est celle de l'affiliation du Parti Communiste. Après un minutieux examen, le Comité Exécutif National a repoussé cette affiliation, et son intention est de proposer à la conférence de ratifier cette décision. La conférence peut annuler la décision du Comité Exécutif. Mais il faudra apporter des arguments sérieux aux délégués, avant que ces derniers annulent la décision du Comité Exécutif.

Nous espérons fermement que le développement des événements et de l'esprit révolutionnaire des ouvriers anglais feront rapporter quantité de décisions qui semblent maintenant irrévocables à M. Henderson.

La situation, en Italie, est des plus instructives. La scission entre les communistes et les social-démocrates y est encore toute fraîche. Le jeune Parti Communiste Italien est, il va de soi un peu porté au dogmatisme. Il vient de s'affranchir des liens de l'unité qui l'enchaînaient aux réformistes et aux demi-réformistes, et il est tout naturel qu'il ne se sente aucun désir de passer des accords avec ces derniers. Les communistes italiens viennent d'être témoins de la trahison monstrueuse à la cause de la révolution prolétarienne, perpétrée par les chefs du Parti Socialiste et des syndicats. Néanmoins, le jeune parti communiste a mené toute son agitation sous le mot d'ordre du front prolétarien de combat unique contre l'offensive des capitalistes. Cela est profondément caractéristique. En Italie, les divers processus d'évolution au sein du mouvement ouvrier s'effectuera actuellement, pour toute une série de raisons, avec une évidence particulière. Il en est ainsi pour le mot d'ordre du front unique. L'offensive du capitalisme se distingue, en Italie, par son impudence. Le charlatanisme des chefs réformistes, qui n'attendent que le moment d'occuper un poste confortable dans un cabinet ministériel, est particulièrement cynique. Et, en même temps, plus que dans aucun autre pays, les masses ouvrières aspirent à la lutte contre les capitalistes et désirent instinctivement la reconstruction de l'unité du front prolétarien pour pouvoir mener avec succès cette lutte.

En Italie — plus que dans aucun autre pays, la chose est visible — le front unique attire à

lui, telle la lumière les papillons, non seulement les ouvriers communistes, mais les ouvriers anarchistes et syndicalistes, ainsi que les grandes masses des ouvriers sans-parti et de ceux qui suivent les réformistes et les centristes. Voilà pourquoi, le mot d'ordre du front ouvrier unique est devenu le mot d'ordre de combat des éléments communistes intransigeants, en Italie. C'est par des voies spéciales que les communistes italiens sont arrivés au même but que les communistes des autres pays.

En Amérique, l'on assiste à l'union de tous les éléments de gauche du mouvement professionnel et politique, union où les communistes occuperont la place centrale et grâce à laquelle ils pourront pénétrer dans les grandes masses du prolétariat américain. La principale accusation que l'on devra élever contre la bande de Gompers sera que les syndicats de ce dernier ne veulent point participer à la création d'un front unique contre les capitalistes, se refusent à défendre les sans-travail, etc.

En Suède et en Suisse, en Tchéco-Slovaquie et en Norvège, dans les pays où nous sommes la minorité, comme dans ceux où nous avons déjà la majorité parmi les ouvriers politiquement organisés, toujours et partout, avec des modifications diverses, nécessitées par les conditions locales réelles, la question du front unique vient au premier plan. Car, toujours et partout, c'est au fond le même processus essentiel : la masse ouvrière s'éveille à une nouvelle lutte révolutionnaire, la masse ouvrière se révolutionne. Ce n'est pas dans un accès de désespoir, ce n'est pas parce qu'ils piétinent sur place ou qu'ils font machine en arrière, que les communistes allemands en sont venus et que les communistes des autres pays en viennent à poser le mot d'ordre du « front unique ». Bien au contraire, c'est la preuve que les masses sont mises en branle et qu'elles reprennent leur marche en avant.

IV. — Veillons au grain !

Nous avons déjà indiqué, en passant, les dangers de la tactique que nous préconisons. Ces dangers, il convient de ne pas les oublier. En effet, tous les partis communistes ne sont pas encore assez fortifiés, suffisamment formés, tous ne sont pas encore affranchis définitivement de l'idéologie centriste et demi-centriste. Dans quelques partis, il se trouvera des « chefs » qui découvriront dans notre tactique le prétexte longtemps attendu, pour tourner le gouvernail à droite et commencer à livrer les positions idéologiques du communisme. Pour ces chefs, le mot d'ordre du front unique sera *un but en soi* et non *un moyen* de conquérir de nouvelles masses à la cause du communisme. Cette interprétation erronée de notre tactique nous donnerait en réalité non pas le

front révolutionnaire unique des ouvriers contre les capitalistes, mais le front unique des centristes avec les mauvais « communistes » contre la révolution prolétarienne.

La condition *sine qua non*, règle absolue pour tous nos partis communistes, c'est que chacun d'eux conserve sa pleine indépendance et son entière liberté de critique à l'égard de tous les partis et groupes avec lesquels nous concluons tel ou tel accord provisoire. L'unité dans toute action (ou même demi-action) révolutionnaire contre les capitalistes, — oui ! L'unité avec les chefs d'Amsterdam et de la 2^e Internationale pour atténuer les divergences de vue entre le communisme et le réformisme — jamais, à aucun prix et sous aucun prétexte !

Tout en concluant différents accords, pas un instant les communistes ne doivent oublier que le réformisme, selon l'expression du camarade Barbusse, est le virus du socialisme. Plus nos accords pratiques avec les ouvriers appartenant aux autres organisations seront nombreux, et plus notre lutte idéologique contre le réformisme devra être ferme, nette et accusée. Sinon, la gangrène dont se meurt le réformisme pourrait infecter notre organisme.

Les derniers temps, les leaders de la 2^e Internationale et l'Internationale 2 1/2 ont fait grand bruit sur la nécessité de l'union internationale et de la création d'une « Internationale unique et puissante ». Ce sont les chevaliers de l'Internationale 2 1/2 qui, dans cette affaire, assument le rôle d'entremetteurs. Il est amusant d'entendre Ledebour (1) appeler les communistes des « frères égarés ». Il est plaisant de voir Frédéric Adler expliquer au Congrès du parti social-démocrate autrichien que l'Internationale 2 1/2 n^o doit en aucun cas consentir à l'union seulement avec la Deuxième Internationale, sans la Troisième. Mais compter sans le maître, c'est s'exposer à compter deux fois : c'est ce qu'oublient tous ces messieurs. Il ne peut être question d'une Internationale « unique », dans laquelle entreraient les social-patriotes et les centristes. L'Internationale Communiste est maintenant en bonne position pour conquérir définitivement les masses prolétariennes du monde entier. Mais, du moment que des sections isolées de l'Internationale Communiste admettent la possibilité de certains accords entre elles et les partis de la 2^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam, ces accords peuvent être conclus également sur l'échelle internationale. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a déjà fait, à Amsterdam, une proposition au sujet de l'assistance commune aux affamés de Russie. Amsterdam n'a pas donné à cette proposition la publicité désirable ; il

(1) Dans l'article : *La question de l'unité socialiste*, 6 novembre 1921.

l'a sabotée. L'Exécutif de l'Internationale Communiste a fait une proposition analogue à Amsterdam sur la question de la défense des ouvriers espagnols contre la terreur blanche de la bourgeoisie et une autre sur la défense des ouvriers yougoslaves contre la terreur blanche des grands propriétaires et des capitalistes. Ces propositions, Amsterdam les tait et les sabote. La chose est d'ailleurs compréhensible. Les social-démocrates et les dirigeants des syndicats jaunes affiliés à la 2^e Internationale et à l'Internationale d'Amsterdam soutiennent avec ardeur le gouvernement yougoslave dans sa campagne sauvage contre les communistes.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste examine en ce moment la question d'une nouvelle proposition aux gens d'Amsterdam sur la conférence de Washington. Il est plus que probable que ceux-ci lairont et saboteront cette proposition, comme ils l'ont fait pour les précédentes.

Les communistes des différents pays doivent être prêts aux deux éventualités suivantes : ou bien les partisans d'Amsterdam repousseront les accords que nous leur proposerons, et alors il faudra les démasquer devant les grandes masses d'ouvriers et les clouer au pilori comme des violateurs de l'unité prolétarienne ; ou bien, à contre cœur, ils accepteront telle ou telle de nos propositions, et dans ce cas-là nous devons, tout en tenant compte de la situation réelle, développer progressivement et élever le plus haut possible l'action des ouvriers. Dans les deux cas, il est nécessaire de fixer l'attention des masses ouvrières sans-parti à toutes les péripéties des pourparlers, à la préparation de l'action, etc.

Tout en appliquant la tactique que nous avons indiquée, et cela en tenant compte d'une foule de conditions réelles, nous devons avoir devant les yeux un but unique : renforcer notre Parti Communiste indépendant, fortifier notre Internationale Syndicale Rouge. Les tendances défaitistes à l'égard de l'Internationale Syndicale, que l'on observe par endroits chez des communistes hésitants, qui du mot d'ordre du « front unique » en viennent mentalement au mot d'ordre « Dissolution de l'Internationale Syndicale », doivent être combattues vigoureusement.

Le fait est incontestable : cette tactique est compliquée et demande de la souplesse et de la prudence. Certes, des fautes seront commises. Plus un Parti Communiste sera fort, plus ses dirigeants auront une idéologie nette ; plus ses rangs seront fortement cimentés, plus il pourra manœuvrer avec succès dans les limites de la tactique tracée et gagner à lui de nouvelles couches d'ouvriers. Mais les partis plus faibles, eux aussi, doivent s'instruire dans l'art de conquérir les grandes masses sans-parti. Pour apprendre à nager, il faut, bon gré mal gré, se mettre à l'eau. Il arrive que l'eau soit froide ; mais l'ennuyeux, c'est qu'elle est toujours mouillée. En apprenant

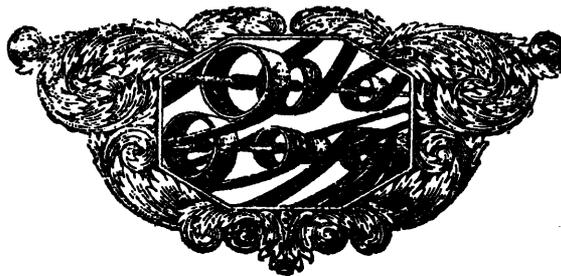
à nager, il se peut que l'on se noie, mais ce n'est pourtant pas une raison pour ne pas apprendre à nager.

Le pouvoir soviétiste, en Russie, est obligé, il va de soi, de régier sa politique intérieure et extérieure sur le mouvement prolétarien international et la croissance de la révolution internationale. Et inversement, la politique du pouvoir soviétiste, qui constitue le principal appui de la révolution internationale, détermine à son tour, dans une large mesure, la rapidité du développement du mouvement révolutionnaire international. A mesure que la rapidité de la révolution internationale croîtra, le sang baltra plus fort dans les veines de la Russie soviétiste. Dès qu'en apparaîtra la plus petite possibilité objective, la Russie soviétiste changera l'allure et forcera la marche... Or, la nouvelle prochaine ascension du mouvement ouvrier international fait entrevoir d'immenses possibilités.

De tous les courants idéologiques et de toutes les tendances politiques : anarchisme, réformisme, syndicalisme, communisme, qui luttent parmi les ouvriers, le communisme est, en ce moment, non seulement le plus fort, au point de vue théorique, mais le plus organisé et le plus fortement cimenté.

L'avenir — non pas un avenir aussi éloigné que d'aucuns le pensent — appartient au communisme. Les événements qui se développent dans le mouvement ouvrier international démontrent chaque jour que le pessimisme ne saurait être de mise. Le communisme conquerra tout le prolétariat international et, avec lui, le monde entier.

G. ZINOVIEV.



A NOS LECTEURS

L'abondance des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro la publication de différents documents, notamment les comptes rendus des séances du Comité Directeur du Parti Communiste ; une étude sur le nouveau livre de Trotsky : La Nouvelle Etape ; un article de notre camarade Delesalle concernant le front unique ; une revue de la presse de province et des chroniques de nos camarades Alix Guillain, Robert Pelletier, L. Révo et Ch. Massart.

LA VIE DU PARTI

Aux Travailleurs de France et d'Allemagne !

Frères et sœurs d'Allemagne et de France. Les riches et les exploités des deux pays ont voulu vous séparer par des fleuves de sang.

Mais contrairement à leurs desseins la guerre mondiale a réuni vos destinées. En France comme en Allemagne, le peuple travailleur déplore la mort et la mutilation de millions de jeunes hommes. En Allemagne comme en France, le peuple succombe sous les charges écrasantes de la guerre.

Travailleurs des deux pays ! La nécessité de réparer les crimes et les dévastations de la guerre vous lie dans une étroite solidarité.

La guerre mondiale fut le crime des classes capitalistes et impérialistes de tous les pays, et elle fut pour elles en même temps une source de profits gigantesques. La reconstruction doit encore leur apporter de nouveaux et immenses bénéfices. Les dix départements français sinistrés en fournissent la preuve impressionnante.

Après trois ans de réparation capitaliste, d'innombrables travailleurs souffrent encore de froid et de faim dans de misérables baraques et d'anciens abris militaires. Seule la soif de profit des cliques exploitantes a dicté la reconstruction, sans égard pour les besoins des plus pauvres victimes.

Tant que ces cliques sont maîtresses des pouvoirs économique et politique, tout loyal essai de réparation, par la coopération fraternelle des travailleurs d'Allemagne et de France, est voué à l'échec. Le capital exploitant ne souffre pas que son profit soit amoindri. Seulement lorsque sa puissance économique et politique sera brisée, les travailleurs en-deçà et au-delà du Rhin pourront procéder fraternellement à la grande œuvre de la reconstruction.

Ils déchireront le fatal traité de Versailles et le remplaceront par un traité amical et fraternel.

Mais ni les travailleurs d'Allemagne ni ceux de France n'ont encore conquis le pouvoir d'État. Leurs exploités et leurs oppresseurs déterminent encore la réparation et la reconstruction. Les masses laborieuses peuvent-elles permettre que les victimes de la guerre soient livrées à la plus navrante misère et à l'exploitation de leur détresse ?

Travailleurs d'Allemagne et de France, vous devez mettre tout en œuvre pour porter secours à la population ouvrière des régions dévastées.

Comment cela peut-il se faire ? Les Allemands ne peuvent « payer » ainsi qu'on le fait croire en France au peuple abusé. Lloyd George, le président du Conseil anglais, a déclaré : « Il est impossible d'extorquer à l'Allemagne les sommes énormes qu'on a fixées. » Le président de la Banque d'Angleterre a ajouté : « Le Reich est insolvable en raison des conditions de réparations qui lui ont été imposées. » Le gouvernement du Reich lui-même a avoué la banqueroute en se déclarant hors d'état d'effectuer entièrement le versement du 15 janvier.

Mais si Poincaré, par des mesures militaires, enpoignait l'Allemagne au collet, afin de la forcer

à verser les milliards de marks-or ? Pour le peuple travailleur de France, il n'en résulterait que de nouveaux soucis et de nouvelles privations. Ne pouvant payer les dettes des réparations avec ses saies chiffons de papier, le Reich doit acheter des valeurs étrangères. Les spéculateurs et les exploités saisissent l'occasion. La circulation d'argent internationale se trouble et se dérange. A mesure que le mark allemand baisse, la valeur du franc diminue. Les prix montent sans cesse.

Les rois non couronnés de la grosse industrie et des banques ainsi que les JUNKERS sont maîtres de la République allemande. Les sommes destinées aux réparations ne proviennent pas des coffres-forts des riches. Par des impôts sur la consommation et la circulation, sur les traitements et les salaires, le Reich les enlève aux travailleurs. Des salaires et traitements excessivement réduits s'opposent en Allemagne à des prix exorbitants. Le coolie japonais gagne le double du salaire du prolétaire allemand. Par contre, les marchandises allemandes s'offrent à l'étranger à des prix incomparablement bas. Ces prix brisent les plus fortes barres douanières.

Des marchandises allemandes ne viennent pas seulement aux États-Unis et en Angleterre, mais aussi en France, où elles luttent contre l'industrie indigène. Les chétifs salaires des travailleurs allemands font baisser les salaires et traitements des ouvriers et des employés de France. Le « dumping » des marchandises allemandes réduit au chômage des dizaines de milliers de travailleurs français.

Travailleurs de France et d'Allemagne ! Ce que les possédants et les gouvernements appellent la réparation des dommages de la guerre vous cause en réalité des maux incessants et des dommages éternels. Défendez-vous contre ces intentions.

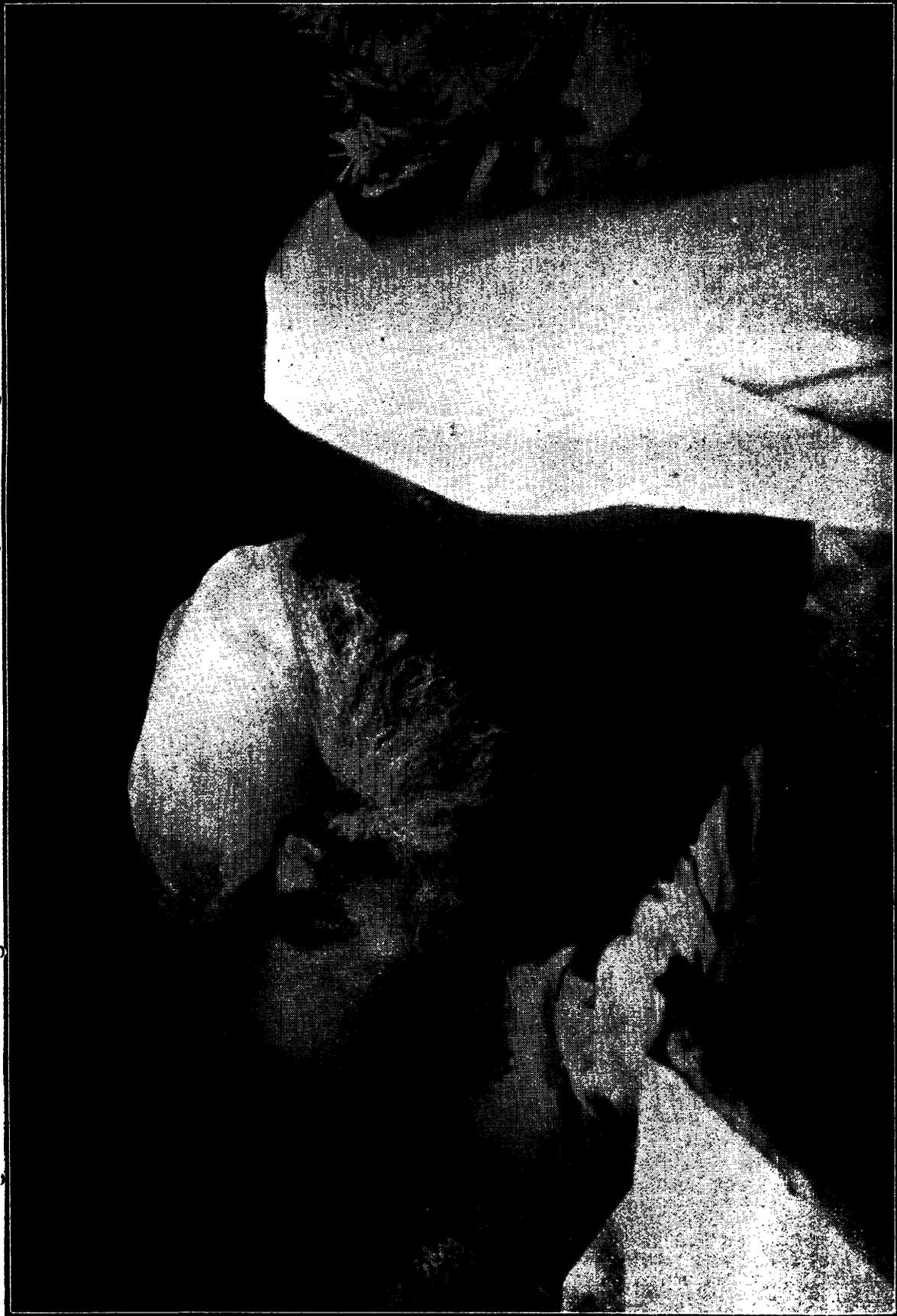
C'est aux profiteurs des deux pays qu'il faut imposer les écrasantes charges de la guerre.

Nous vous appelons à défendre le droit des victimes du crime capitaliste et votre droit à une existence humaine contre l'insatiable soif d'or et de puissance des possédants. La question des réparations ne doit pas être résolue par vos ennemis économiques et politiques, c'est à vous de la résoudre. Déchargez les grandes masses des travailleurs ; imposez tout aux capitalistes, — votre mot d'ordre commun le voilà.

Travailleurs d'Allemagne et de France ! La guerre mondiale a détruit plus de dix départements florissants de France, elle a transformé toute l'économie mondiale en un chaos inextricable. C'est ce qui rend l'œuvre de la reconstruction encore plus difficile.

Toutes les conférences nationales et internationales des magnats de l'industrie et de la finance, ainsi que de savants et diplomates bourgeois, couvent de nouveaux conflits sanglants et l'esclavage accru des masses laborieuses.

L'imminente conférence de Gênes ne fera, ainsi que toutes les précédentes, que croître les dossiers



KROPOTKINE sur son lit de mort

des ministères et les espoirs des socialconciliateurs. Elle est destinée à assainir et à conserver le capitalisme mondial en livrant la Russie soviétique à ses griffes rapaces et *en confiant aux capitalistes d'Allemagne les postes de contremaître des impérialismes alliés.* Ce projet échouera par la puissance politique des ouvriers et paysans de Russie. Le seul Etat prolétarien du monde entier vainqueur des armées blanches saura se défendre aussi contre la diplomatie du capitalisme.

Travailleurs de France et d'Allemagne ! Reconstruction sur la base du capitalisme ou sur celle du communisme, voilà la grande question historique qui se pose. La solution de cette question déterminera la destinée des travailleurs du monde, le sort de l'humanité.

Dans la lutte décisive qui a commencé, les exploités et déshérités d'Allemagne et de France doivent s'unir en fraternelle solidarité avec le prolétariat de la Russie soviétique, avec les travailleurs de tous les pays.

En avant à la lutte, dans laquelle vous guidera la bannière de la Troisième Internationale.

En avant pour la conquête du pouvoir politique, pour vaincre le capitalisme, pour la révolution mondiale !

La révolution mondiale sera la condamnation suprême du capitalisme mondial et la garantie de la paix universelle !

PARTI COMMUNISTE DE FRANCE

Section française de l'Internationale communiste.

PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE

Section allemande de l'Internationale communiste.

Conformément aux idées exprimées dans ce manifeste et à un accord de leurs représentants, les Partis Communistes d'Allemagne et de France invitent les travailleurs à lutter pour ces revendications :

En France :

Pour la suppression des taxes et des impôts indirects ;

Pour la saisie des valeurs réelles ;

Pour l'annulation des dettes de guerre intérieures, en épargnant seulement les couches petites-bourgeoises ;

Contre toute intervention directe ou indirecte du gouvernement français, tendant à soutenir les classes dirigeantes d'Allemagne dans leurs efforts de rejeter les charges des réparations sur les masses laborieuses ;

Pour la suppression de toutes les missions militaires, entretenues par la France à l'étranger ;

Pour la suppression des subventions accordées aux Etats vassaux de l'Est ;

Pour la dissolution des troupes coloniales ;

Pour la suppression des armements de terre et de mer, ainsi que dans les airs ;

Pour l'abandon des territoires occupés en Allemagne ;

Pour la suppression des hostilités contre la Russie des Soviets ;

Pour l'annulation ou la suppression du traité de Versailles.

En Allemagne :

Pour la suppression de tous les impôts et de toutes les taxes sur la consommation et la circulation ;

Pour les dix revendications de la C.G.T. allemande, et surtout pour la revendication principale : la saisie des valeurs réelles ;

Pour le contrôle de la production et des prix, pour le contrôle de la perception et de l'emploi des impôts, exercé par des représentants, librement élus des ouvriers, employés et petits paysans ;

Pour l'annulation des emprunts de guerre à l'exception des petites sommes ;

Pour la confiscation des fortunes des dynasties régnant jusqu'en 1918, ainsi que des coupables de guerre ;

Contre l'abandon des entreprises publiques à l'industrie privée ;

Contre la coalition avec M. Stinnes ;

Pour le désarmement de toutes les organisations dites d'autoprotection ;

Pour le gouvernement ouvrier socialiste.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

JEAN JAURÈS

Histoire Socialiste de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 15 francs, Franco : 15 fr. 50

Edité par la librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris (2^e)

Le Gérant : R. APERCE

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.